

Comment comprendre l'indifférence apparente des citoyens face aux dangers mortels du nucléaire ?

Par Michelle von Moos

(Intervention à la rencontre de la France Insoumise août 2018)

Depuis les catastrophes nucléaires de Tchernobyl puis de Fukushima, on ne peut ignorer le cortège de victimes et de destructions vu l'ampleur de la contamination concernant plusieurs générations (transmission génétique) et s'étendant sur des territoires importants.

Il y a aussi les effets délétères des rejets autorisés de radionucléides par les centrales atomiques en France dans l'eau, l'air, la terre affectant la santé des populations et pas seulement riveraines. On observe une multiplication importante des cancers en Ardèche, dans le Vaucluse, la Drôme départements proches des installations nucléaires de Marcoule, Cruas-Meysse, Tricastin, Cadarache. Les services oncologiques sont débordés, les besoins d'études épidémiologiques sont niées.

Devant cette réalité effrayante, les citoyens semblent paralysés, voire sidérés. Il s'en défendent par un mécanisme de « déni », d'autant plus que la radioactivité est invisible, que la contamination avérée n'apparaît pas toujours de suite et qu'elle est fortement contestée par le lobby pro-nucléaire.

Quand la maladie est déclarée (leucémie, divers cancers) le corps médical la traite sans se préoccuper des causes. Donc pour vivre avec la possibilité d'une atteinte massive sur la santé, une mort éventuelle : on refoule la réalité des risques.

La population semble indifférente aux informations des militants anti-nucléaires, les gens savent, mais... ne veulent pas savoir !

. En temps de guerre, menacé par un ennemi identifié, l'individu se révolte, fuit, agit pour sa survie et celle des siens.

. En temps de paix, menacé par un ennemi invisible, l'individu ne sait s'il doit s'en protéger. Il a perdu ses repères.

Même si la chaîne des responsables pro-nucléaires depuis le sommet de l'Etat peut être identifiée, ces personnes sont mal connues de la population. Elles agissent dans l'ombre. Leur puissance est telle que les plaintes en justice déposées par des associations militantes ne les arrêtent pas .

Nous constatons que :

- les installations nucléaires produisant l'électricité pour notre confort sont devenues soi-disant indispensables suite à une propagande bénéficiant de grands moyens ;
- les municipalités aux alentours des installations sont arrosées généreusement de subventions et de financements pour leur développement (par Areva/Orano, EDF, le CEA) pour répondre, soi-disant aux besoins des administrés.
- En fait on a créé une société de consommation aveugle et de plaisir immédiat, de profit où la jouissance est avant toute matérielle.
- Des maires dissimulent les problèmes gravissimes de dépôts de déchets radioactifs (ex : poubelle de Solérieux dans la Drôme) de peur de faire fuir les touristes.

- Le nucléaire a acheté les âmes au point que les producteurs agricoles, dans les régions les plus nucléarisées (arboriculteurs, viticulteurs, maraîchers, apiculteurs, céréaliers, éleveurs, riziculteurs,...) sont dans le déni de la pollution par l'eau, l'air, la terre des aliments qu'ils produisent. Même s'ils sont informés, leurs produits (ex : des riziculteurs et de l'eau du Rhône radiocontaminée jusqu'à Arles et au-delà) sont commercialisés. Toute l'économie est impactée. La règle du silence prévaut.

C'est comme un génocide aveugle - même si tout le monde n'est pas touché - et un écocide.

Chacun espère que "ça" se passera chez le voisin. Mais la probabilité d'une catastrophe étant de 1 sur 130 (installations diverses dont 19 centrales nucléaires regroupant 58 réacteurs atomiques) : on ne peut pas concevoir, si on a la chance d'être rescapé, de rester soit confiné sur une terre polluée (avec obligation d'abattage des troupeaux par exemple), soit déplacé et réfugié, déraciné à jamais.

D'autant que la décontamination étant très relative compte-tenu de la durée de vie des radionucléides, si retour il y a c'est en zone contaminée.

En étant conscient de sa responsabilité à l'égard de ses petits, de ses descendants : on sera inéluctablement amené à changer de vie, à déménager avant qu'il ne soit trop tard. Rappelons que le risque nucléaire n'est assuré par aucune compagnie!

Les discours officiels sont donc mensongers : nucléaire = sécurité. Mais ils ont pénétré les consciences au point que le lien entre nucléaire civil et militaire est dissimulé, voire nié, alors que le premier sert à produire de l'électricité et du plutonium et tritium pour le second et la bombe atomique !

Et malgré l'échec de la filière nucléaire (malfaçons, retards, gouffre financier) on assiste à une fuite en avant avec des projets irréalistes : EPR, Astrid à Marcoule, etc... et le maintien en activité des réacteurs surannés. .

Donc, en tant que militant, il est important d'écouter nos interlocuteurs, de les différencier, notamment les travailleurs du nucléaire, trop discrets sur leurs conditions de travail, et qui pour supporter l'anxiété, le risque invalidant, voire mortel, la crainte du licenciement, élaborent des stratégies défensives collectives, comme dans d'autres métiers à risque .

Rappelons la mise à pied d'un responsable syndical récemment pour avoir témoigné sous serment à la demande de la Commission Parlementaire sur le nucléaire!

Sachons nous entourer de personnes de références (les travaux existent de chercheurs en sciences humaines et sociales dont ceux en psychopathologie du travail de Ch. Dejours que m'a signalés Fr. Bloch), de journalistes libres et courageux (Th. Bourgeois du journal Kairos), affirmant eux aussi que le nucléaire civil doit être assimilé à un crime contre l'humanité, selon la définition du statut de la Cour Pénale Internationale du 17/07/1998 : "*imposer... par une série d'actes... des conditions de vie telles que la privation d'accès à la nourriture, aux médicaments entraînant une destruction d'une partie de la population* "

La seule solution préconisée par le Collectif anti-nucléaire 84 (le CAN) et la Coordination antinucléaire du Sud Est est l'arrêt immédiat du nucléaire.